



Extrait du SNES Dijon

<http://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article3933>

Formation des maîtres : le 11 mai, pour que ça change dès la rentrée

- SNES académique de Dijon - S3 - Actualité du métier - Communiqués SNES-FSU -



Date de mise en ligne : lundi 23 mai 2011

SNES Dijon

Interpellé le 26 avril par la sénatrice Brigitte Gonthier-Maurin sur les effets catastrophiques de la réforme de la formation des enseignants, Luc Chatel a décrit un monde imaginaire : les enseignants stagiaires seraient mieux formés, mieux accompagnés, moins malades ou fatigués, moins souvent tentés par la démission, plus heureux que jamais...

Quant aux aménagements très marginaux qu'il envisage, il ne s'agit que de reprendre de vagues idées lancées sans suite depuis des mois.

Ce discours lénifiant s'explique aisément : comme le dit Jean-Michel Jolion dans son récent rapport à Valérie Pécresse, son ministre et celui de Luc Chatel « n'ont aucunement mis en place les outils de supervision qui permettraient d'avoir une vraie connaissance de la réalité du terrain ». En d'autres termes, le Ministre ne sait rien, parce qu'il ne veut ni ne peut rien savoir. Ainsi aujourd'hui Luc Chatel peut-il s'émerveiller, à la manière de Catherine de Russie devant les villages Potemkine.

Pourtant, tous les clignotants sont au rouge : les témoignages accumulés par les militants du SNES-FSU et les membres des collectifs de stagiaires montrent la situation catastrophique vécue par les stagiaires.

Bricolés dans l'urgence et sans moyens, les dispositifs de formation sont inadéquats, inévitables, insuffisants. Au pire conseille-t-on aux stagiaires en difficulté de revoir leur orientation professionnelle, au mieux leur avoue-t-on qu'ils ne sauront pas enseigner avant deux ou trois ans. Qu'auront-ils tiré de cette première année ? Qu'on peut survivre à tout et que l'État est un bien mauvais employeur !

Il y a donc deux premières urgences :

- ▶ il faut recréer, dès maintenant, les conditions d'une entrée progressive dans le métier pour les lauréats à venir des concours 2011 (dont la formation n'est pas différente, n'en déplaise à Luc Chatel, à celle de leurs prédécesseurs) en les déchargeant des deux tiers de leur service pour dégager du temps pour la formation professionnelle ;
- ▶ il faut rattraper le temps perdu, en accordant l'an prochain aux stagiaires de cette année du temps pour compléter leur formation.

Mais il y a une troisième urgence pour les élèves des collèges et des lycées cette fois.

Un enseignant sur six appartient à la tranche des 54 à 59 ans alors que les effectifs d'élèves sont, en collège, déjà repartis à la hausse de façon importante depuis la rentrée 2010.

Dans le même temps, le nombre de candidats aux concours baisse depuis plusieurs années, et s'est effondré à la dernière session. Le monde merveilleux de Luc Chatel ne résistera pas longtemps à ce choc démographique majeur, et si ses successeurs font le choix indispensable de recruter plus massivement des professeurs, ils risquent de ne pas y parvenir faute d'un vivier d'étudiants prêts à s'engager dans des métiers dont on fait si peu de cas.

Il y a donc urgence à réagir, sinon il faudra, dans les années qui viennent, recruter massivement des personnels non-titulaires moins qualifiés et moins formés. On connaît déjà les difficultés dans lesquelles se trouvent les rectorats pour assurer les remplacements. Ces difficultés vont se généraliser.

Il est donc impérieux, pour les personnels comme pour les parents d'élèves, d'imposer une nouvelle réforme de la formation des enseignants, qui permette, par le pré-recrutement, par une entrée progressive dans le métier, par une véritable élévation du niveau de recrutement des enseignants d'assurer la survie des enseignements de collège et de lycée.

Les syndicats de la FSU ont fait des propositions en ce sens aux Ministres. Malgré la promesse du Président de la République de « rouvrir le chantier de la réforme », ils n'y ont pas, à ce jour, répondu.

Le 11 mai, le SNES-FSU interpellera solennellement le Ministre, et au-delà, l'ensemble des groupes politiques. En particulier avec les jeunes enseignants, il défendra ses demandes lors d'un rassemblement à Paris, Place de la Sorbonne, à partir de 14h00.